

**« Renouer avec le sens du public dans l'Enseignement Supérieur ».
Entretien avec René Ramirez, ministre équatorien de l'Enseignement**

Depuis longtemps, le temps de revenir, sans nier les difficultés, sur les importantes réformes menées par le gouvernement Correa pour la réduction des inégalités d'accès des Équatoriens à l'Enseignement Supérieur. Il a été réalisé à l'occasion du passage à Paris de René Ramirez, Ministre équatorien de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Technologie, le 7 Novembre 2013.

Contretemps : Pourriez-vous nous décrire les mesures principales de votre grande réforme de l'Enseignement Supérieur, que le *New York Times* a caractérisé de « réforme radicale » ?

René Ramirez : L'essentiel de la réforme consiste à renouer avec le sens des services publics dans l'Enseignement Supérieur. En Équateur, il y a un malentendu dans le débat politique qui consiste à croire qu'il existe une lutte entre l'État et le secteur privé. En réalité, il s'agit d'une lutte pour renouer avec le sens des services publics et contre la marchandisation. Toute la réforme de l'Enseignement Supérieur consiste donc à dé-marchandiser le système et à construire le bien commun du savoir, de façon générale et dans l'Enseignement Supérieur en particulier.

Ce processus a été mis en place, de manière plus large, par la loi et à travers la constitution de 2008. En 2008, nous avons proposé des articles de loi, qui allaient déjà dans la direction de la dé-marchandisation du public. Une des questions essentielles de ce processus est celle de la gratuité dans l'Enseignement Supérieur. Cette question est centrale, car si nos universités relevaient déjà de l'État cela ne signifiait pas qu'elles étaient publiques. Au contraire, il s'agissait d'universités avec une forte présence du privé. Le but de la réforme consistait à dé-privatiser l'Enseignement Supérieur. Ces universités, bien que dépendantes de l'État, avaient par exemple des frais d'admission qui constituaient un obstacle pour l'accès des étudiant.e.s pauvres. Nous avons donc proposé que l'Enseignement Supérieur soit gratuit.

Sur un autre sujet, en lien avec le sens du service public, il faut évoquer le problème du patriarcat. Les universités équatoriennes restent très patriarcales, malgré nos réformes. Dans les universités publiques, tous les recteurs sont des hommes. Tous les conseillers académiques sont des hommes. Nous souhaitons l'équité en terme de genre.

Aborder la question de la gratuité a permis quelque chose de fondamental : la démocratisation de l'Enseignement Supérieur. Outre la gratuité, nous avons mis en place des politiques alternatives, notamment avec un nouvel examen d'admission différent d'une épreuve de connaissances. Il s'agit d'une épreuve qui mesure les capacités de raisonnement mathématique et logique ainsi que la capacité d'orientation dans l'espace. Cette épreuve garantit une égalité des opportunités d'accès à l'Université aux étudiant.e.s, alors que l'examen de connaissances ne fait que reproduire les inégalités sociales. Les plus riches font des études universitaires et les plus pauvres ne réussissent pas à entrer à l'Université. Ce nouvel examen montre quelque chose que nous savions déjà : que les pauvres ont les mêmes capacités que les riches, mais pas les mêmes opportunités. 70% des étudiant.e.s qui entraient auparavant à l'Université appartenaient aux 20% des familles équatoriennes les plus riches. Avec notre politique de gratuité, le nouvel examen d'admission et une troisième mesure qui consiste à donner des bourses aux étudiant.e.s les plus pauvres, nous renversons les choses.

**« Renouer avec le sens du public dans l'Enseignement Supérieur ».
Entretien avec René Ramirez, ministre équatorien de l'Enseignement**

<http://www.contretemps.net> pas suffisante. Pour cette raison, nous ciblons, au moment de l'examen d'admission, les étudiant.e.s dont les familles ont droit à une aide financière. Elle consiste en un transfert d'une somme de 50 \$ que l'État accorde aux plus pauvres des pauvres. Au moment du test d'aptitude à l'entrée, nous détectons donc ces étudiant.e.s pauvres et nous leur versons ensuite automatiquement une bourse à hauteur de 160 \$ environ, ce qui correspond en Équateur à un demi salaire minimum. Et nous doublons cette somme lorsque les étudiant.e.s issus de ces catégories populaires obtiennent des notes de plus de 8/10 aux examens pendant leur formation (environ 300 \$). Il faut que vous sachiez que ces personnes vivent en moyenne avec moins de deux dollars par jour. Donc, cela représente pour eux une réelle incitation à étudier. Ces mesures ont entraîné un doublement des inscriptions d'étudiant.e.s issus des 20% des familles les plus pauvres d'Équateur et nous avons aussi observé un doublement des inscriptions d'étudiant.e.s afro-équatorien.ne.s. Il y a une véritable démocratisation du système.

Il faut aussi évoquer la question de la qualité de l'enseignement. La récupération du sens du public permet aussi une amélioration de cette qualité. Il existait auparavant de forts conflits d'intérêts au sein des universités privatisées et corporatistes. Un bon exemple est celui du conseil des recteurs, chargé du contrôle des universités, qui fonctionnait par cooptation. Nous avons réformé ce conseil, par la loi organique d'organisation de l'Enseignement Supérieur, en 2010, et nous avons créé un conseil mixte. Quatre membres sont issus du gouvernement et six du monde universitaire. Ces membres doivent satisfaire certaines conditions en termes d'expérience, de publications, etc. La qualité est garantie par de nouveaux mandats constitutionnels. Ainsi, le mandat 14 a permis d'évaluer les universitaires. L'évaluation des universités a permis de les catégoriser et de les hiérarchiser par une lettre, de A à E. Vingt-six universités se trouvaient dans la catégorie E. Dans la loi organique, nous avons prévu la possibilité de réévaluer les universités après une durée d'un an et demi, avec une condition. Les universités qui ne passeraient pas cette deuxième évaluation seraient contraintes de fermer. A l'issue du processus d'évaluation, nous avons décidé de fermer quatorze universités, parce qu'elles n'atteignaient pas les standards minimums de qualité. Et toutes étaient des universités privées ! Nous avons ensuite lancé un processus d'accréditation des universités. Les universités qui ne seront pas accréditées devront sortir du système. En revanche, nous prenons bien sûr en charge les étudiant.e.s de ces universités. Nous avons créé un plan d'urgence qui a permis de replacer 40.000 étudiant.e.s dans des universités de catégorie A ou B. L'opération a été entièrement financée par l'État.

Le troisième point de cette réforme porte sur l'importance stratégique des formations. Certaines formations opéraient jusque là en autarcie, c'est-à-dire qu'elles ne correspondaient pas aux filières de formation dont la société a besoin. Par exemple, il existait de très nombreuses formations à la gestion d'entreprise (33% de l'offre de formation), qui coûtaient peu cher à mettre en place et généraient des revenus. En revanche, il y avait une faible offre de formation dans des filières comme la médecine, qui impliquent des coûts importants. Nous avons donc créé un système d'incitations qui accorde plus de ressources aux universités de bonne qualité, avec un bon niveau de recherche. Cela dépend aussi du nombre d'étudiant.e.s et de la manière dont on évalue la pertinence de l'offre de formation par rapport aux besoins du pays.

Contretemps : Pourriez-vous nous expliquer votre politique de bourses pour partir étudier à l'étranger ?

« Renouer avec le sens du public dans l'Enseignement Supérieur ».
Entretien avec René Ramirez, ministre équatorien de l'Enseignement

~~René Ramirez :~~ Ce qui est fondamental, c'est la production de connaissances. Cela implique ~~production~~ d'investissement en ressources pour l'ensemble de la recherche. Ce n'est pas possible de le faire du jour au lendemain. En Équateur, malheureusement il y a très peu de jeunes (2%) qui obtiennent le niveau du baccalauréat, alors que c'est la base pour entrer à l'université. De ce fait, nous avons créé un des programmes les plus ambitieux, qui est presque équivalent à celui du Brésil en termes de politique publique de bourses, si l'on raisonne de façon proportionnelle à la taille de la population. Ce programme permet aux étudiant.e.s et aux professeur.e.s des universités de partir à l'étranger pour faire leurs masters et leurs doctorats. On a donné à 7000 étudiant.e.s la possibilité de faire des études dans les meilleures universités du monde, alors qu'il y en avait à peine 200 auparavant. Nous avons investi environ 500 millions de dollars.

Pendant un voyage en Russie, le Président a rencontré un étudiant qui venait de la province de Guayaquil, qui est particulièrement pauvre. Cet étudiant a été formé à l'astronomie en Russie ! Il fait partie d'un grand nombre d'étudiant.e.s issus de familles qui voient pour la première fois leurs enfants entrer à l'université. Grâce à cette politique, l'Équateur est le pays avec le plus fort taux d'étudiant.e.s issu.e.s de familles pauvres en Amérique du Sud (27%).

C'est important, parce que cela va permettre la démocratisation de l'enseignement supérieur. Or, en Équateur, entrer à l'université permet la mobilité sociale. Selon les modèles économétriques, il est très improbable de sortir de la pauvreté sans aide. Nos mesures ont donc pour but de supprimer structurellement la pauvreté, en allant bien au-delà des politiques de transferts monétaires directs, comme si elles étaient l'unique solution de long terme.

Par ailleurs, nous souhaitons aussi faire venir des chercheurs étrangers en Équateur, par l'intermédiaire de notre programme « Prométhée ». Nous finançons des séjours de recherche de deux mois à deux ans pour ces chercheurs viennent travailler dans nos universités et Instituts de recherche.

Contretemps : Les politiques de démocratisation de l'Enseignement Supérieur en France ont favorisé l'accès à l'université, mais la sélection n'a pas été supprimée, elle s'est plutôt déplacée au niveau du Master. De nouvelles hiérarchies se sont installées entre universités et entre filières. Comment accompagner au mieux les étudiant.e.s pendant leurs études, pour éviter la reproduction sociale ?

René Ramirez : Le grand problème auquel nous nous trouvons confrontés en Équateur est que trop peu d'élèves issus de familles pauvres réussissent à terminer le lycée. Nos données montrent que ces classes se retrouvent exclues des trois dernières années du secondaire. On travaille déjà par nos incitations, notamment avec le système de bourse du secondaire, à augmenter le nombre d'élèves pauvres qui obtiennent le baccalauréat.

**« Renouer avec le sens du public dans l'Enseignement Supérieur ».
Entretien avec René Ramirez, ministre équatorien de l'Enseignement**

<http://www.certrainsite.org> est importante en ce sens. En France, la situation est déjà beaucoup plus égalitaire. Dans le cas de l'Équateur ou en Amérique du Sud, la situation est différente. Le système de l'éducation en Équateur est organisé autour d'universités publiques d'une part et d'universités privées d'autre part. Les universités privées ne posent pas seulement un problème de qualité, mais aussi celui de la reproduction des classes sociales. Il y a en outre des universités marquées par des appartenances religieuses, certaines sont proches de l'Opus Dei. C'est extrêmement problématique. Il faut mettre cette question dans le débat public. Car cette situation engendre aussi de la reproduction sociale à travers le choix des familles qui mettent leurs enfants dans ces universités pour mieux organiser leurs rencontres amoureuses et faciliter les mariages intra-groupe. A l'inverse, nous tentons de corriger ces inégalités en récupérant les biens communs et en mettant en place des politiques de quotas dans les universités privées ainsi que des quotas pour les indigènes et pour les afro-colombiens. Nous avons également créé des bourses spécifiques pour certains peuples indigènes. Malheureusement, peu de personnes candidatent à ces bourses pour le moment. Nous devons donc effectuer un travail de soutien en amont de l'entrée à l'université.

Contretemps : Vous avez évoqué le système d'évaluation des universités qui précédait la réforme. Ce système est-il prévu pour fonctionner à long terme ?

René Ramirez : Il faut penser sur le long terme. Nous prévoyons d'évaluer les universités tous les cinq ans. Mais ce qui est plus important, c'est l'accréditation des filières. Les filières qui ne seront pas accréditées devront disparaître. Nous nous penchons aussi actuellement sur la question de l'organisation disciplinaire de l'université et les questions pédagogiques afférentes. En Équateur, malheureusement, les universités étaient auparavant organisées en fonction du système économique capitaliste. Par conséquent, les universités ne cherchaient pas à construire des filières qui n'étaient pas en phase avec ce système économique. Par exemple, cela produisait une séparation forte entre les filières scientifiques et les humanités. Nous souhaitons aujourd'hui rapprocher les sciences des humanités. Nous avons donc accordé deux ans à toutes les filières pour faire des propositions en ce sens au conseil de l'enseignement supérieur.

Contretemps : Justement, dans le cadre de cette revalorisation du métier de l'enseignant, l'augmentation du salaire a-t-elle été envisagée ?

René Ramirez : Tout à fait. Le salaire des enseignant.e.s est passé de 250 dollars à 810 \$, et nous souhaitons poursuivre cette augmentation, mais cela présuppose une réforme fiscale importante. Quant à l'université, nous avons mis en place une véritable carrière d'enseignant-chercheur qui permet en même temps de réguler le salaire. Jusqu'ici, celui-ci dépendait du pouvoir politique qu'un.e professeur.e avait au sein de l'université ou de son ancienneté, mais en aucun cas, il ne répondait à des critères universitaires. Les enseignant.e.s sont dans une situation précaire à cause de la flexibilité du travail : une autre conséquence du néolibéralisme en Équateur. Ces enseignant.e.s précarisé.e.s reçoivent le nom de « professeur.e.s taxi », car ils sont contraint.e.s à enseigner dans plusieurs universités pour arriver à arrondir leurs salaires. Grâce à ce nouveau statut d'enseignant-chercheur, les enseignant.e.s débutent avec un salaire minimum de 450 dollars, qui monte jusqu'aux 1700 \$. On exige que ces enseignant.e.s aient au minimum une maîtrise et qui arrivent ensuite à avoir un doctorat, des publications, etc. Ainsi, éliminer cette précarité est également l'un des objectifs de la réforme.

Contretemps : Pouvez-vous revenir sur l'intégration de la question du genre dans le cadre de cette réforme ? Existe-t-il une réflexion spécifique sur cette question ?

René Ramirez : Malgré les sondages qui montrent, en Équateur, que les inscriptions des femmes à l'université dépassent celle des hommes et qu'elles ont même de meilleurs résultats que ceux-ci, 90% de la direction des Universités reste assurée par des hommes. Nous avons signalé dans le cadre de la réforme de l'Enseignement Supérieur qu'il doit y avoir un équilibre et une équité de genre dans les postes de direction. Cette question a soulevé un bon nombre de tensions, car la plupart des directeurs ont évoqué « le mérite » comme seule exigence pour occuper ces postes. Les universités doivent alors présenter au Conseil d'Éducation Supérieure leurs nouveaux statuts qui doivent être ajustés et reformés en fonction de cette nouvelle loi qui exige une équité de genre dans les postes de direction à l'Université.

En outre, nous souhaitons conserver la tradition d'un « gouvernement commun » des universités, c'est-à-dire qu'au Conseil universitaire siègent des représentants d'étudiant.e.s., de professeur.e.s, de diplômé.e.s et du personnel non universitaire, choisis démocratiquement par leurs collègues. Nous avons exigé ce même type de gouvernement aux universités privées et « particulières » pour casser leur esprit marchand et de rentabilité. Mais cela peine à se mettre en place, car les directions de ces universités fonctionnent par « héritage », c'est-à-dire que la direction est assurée de père en fils.

Contretemps : Quelles ont été les principales inspirations de cette réforme ?

René Ramirez : Cette réforme est le produit résolument équatorien d'une analyse profonde du contexte mondial en tant qu'il traverse une crise « cognitive ». La loi organique de l'Enseignement Supérieur a été la loi la plus débattue de la Révolution citoyenne de l'Équateur, le débat a même duré deux ans et demi. L'un des points fondamentaux de cette loi a été de rompre avec le corporatisme des instances qui régulaient le système. Par exemple, le Ministère que je représente, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Technologie, n'existait pas auparavant en Équateur. On craignait que la création d'un tel Ministère porte atteinte à l'autonomie universitaire, conçue comme un « mythe » en Équateur. En réalité, cette autonomie n'existait pas, il y avait de l'hétéronomie, elle avait été perdue depuis les vingt dernières années de marchandisation de l'Enseignement Supérieur. Il régnait même dans les universités une autarcie absolue, non seulement entièrement détachée des intérêts de la société, mais sans relation aucune avec l'État. La création de ce Ministère s'est proposée de récupérer et de préserver cette autonomie, afin que les universités se ressaisissent de leur rôle : produire des connaissances au lieu de répondre aux exigences des entreprises. On peut même dire que ceci était un problème majeur de l'Université : elle ne produisait plus de connaissances, et si une université ne produit pas de connaissances, elle devient juste une école.

Contretemps : Quelle est la position de votre ministère face aux mouvements d'étudiant.e.s de ces dernières années en Amérique latine et du nord, comme ceux du Chili, de la Colombie et du Québec ? Ces étudiant.e.s se battent justement contre la marchandisation de l'Enseignement Supérieur.

« Renouer avec le sens du public dans l'Enseignement Supérieur ».
Entretien avec René Ramirez, ministre équatorien de l'Enseignement

René Ramirez : Pour moi, ces mouvements sont très importants et j'incite les étudiant.e.s et les professeur.e.s à se mobiliser davantage. On vit actuellement une troisième vague en Amérique latine de mouvements universitaires,¹ la première étant celle de 1918, à Cordoba, Argentine, qui s'est propagée dans toute l'Amérique latine. La plupart des réformes du système éducatif sont apparues à partir de l'autocritique du système même, par les étudiant.e.s, les enseignant.e.s et/ou le personnel salarié. Dans le cadre de cette nouvelle réforme, elle est venue des agents externes de l'université, même si nous venons tous du milieu universitaire. Mais, en termes programmatiques, la réforme a ses limites, et c'est pour cela qu'elle a besoin de ceux et de celles qui sont dedans. Nous représentons la macrostructure, nous savons vers où mener l'université. Nous pouvons gérer les questions politiques et les motivations, mais, s'il n'y a pas un noyau interne d'étudiant.e.s et de professeur.e.s pour assurer le respect de cette nouvelle loi, la réforme ne pourra pas tenir.

Dans cette perspective, nous avons créé un Conseil d'étudiant.e.s universitaires et des écoles d'Enseignement Supérieur ; il avance doucement, mais c'est très important, car comme au Chili, le problème de l'éducation n'est pas simplement une question qui touche à un seul secteur, mais un vrai problème social. Le mouvement chilien a même mené à une possible transformation de la constitution. Le Chili est dans une véritable « boule éducative », par le rapport étroit de l'éducation au crédit et alors l'endettement des familles peut mener à un problème structurel de toute la société qui dépasse le seul cadre éducatif. Dans le cas particulier de l'Équateur et dans le cadre de la Révolution citoyenne, le pays et la Révolution ont besoin d'un mouvement social et j'ai l'espoir que celui-ci soit un mouvement universitaire ou étudiant. Par « universitaire », je fais le lien entre des professeur.e.s, des étudiant.e.s, des directeur.e.s. Nous avons besoin de ce mouvement pour radicaliser la réforme structurelle que nous sommes en train de mener en Équateur.

Contretemps : Quel est le rôle de cette réforme de l'Enseignement Supérieur au sein du changement global impulsé par Rafael Correa depuis son premier mandat ?

René Ramirez : Le changement structurel de l'Équateur consiste à produire un autre modèle d'accumulation, dans un rapport matérialiste de l'accumulation-redistribution. Nous avons un modèle d'accumulation rentier, primaire, exploiteur, sectaire et importateur, dans lequel seule une bourgeoisie commerçante, exportatrice-importatrice, commande la politique économique. Dans ce sens, le changement structurel passe par les connaissances, transmises dès l'école primaire jusqu'à l'université. C'est pour cela que, dans ce processus, il s'agit de faire un pas à partir de ressources finies (car l'Équateur est un pays pétrolier) vers des ressources infinies que représentent la production des idées.

**« Renouer avec le sens du public dans l'Enseignement Supérieur ».
Entretien avec René Ramirez, ministre équatorien de l'Enseignement**

~~Nous sommes en train de proposer une nouvelle loi appelée « Économie sociale des connaissances »~~
Nous avons en ce moment une limite en tant que pays, pays du Sud : c'est le deuxième moment de néo-dépendance, comme on l'appelle, car il s'agit d'une dépendance aux connaissances des pays plus industrialisés que le nôtre. Et cette dépendance est liée au thème de l'architecture économique mondiale, autrement dit, à comment maîtrise-t-on la propriété intellectuelle ? Quel lien entretient-elle avec le commerce ? Traités de libre échange, traités bilatéraux d'investissement, organisation mondiale du commerce, accords de droit intellectuel de propriété... Comment cette architecture du CIADI configure-t-elle le nouveau capitalisme cognitif ? Nous proposons une nouvelle loi qui récupère le bien commun des connaissances et vise à casser cette logique de monopolisation de la propriété intellectuelle dans les traités de libre échange commerciaux entre le Nord et le Sud. Pour cela, il est fondamental d'avoir une nouvelle architecture régionale. Nous proposons depuis UNASUR² de construire un CIADI pour l'Amérique du Sud afin que les conflits puissent être résolus dans la région et non pas à Washington, par exemple, ni à la Banque mondiale. Nous allons devoir nous mettre d'accord pour discuter le sens de la propriété intellectuelle. Nous allons commencer par une loi interne car l'Équateur est en ce moment à la présidence de l'UNASUR. Avec le président Correa, nous sommes en train de discuter cette question dans les accords régionaux et internationaux, car c'est là où se joue la véritable émancipation.

Propos recueillis et traduits par Bettina Ghio, Jan Woerlein, Marie-Laure Geoffray et Séverine Chauvel.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ Voir : <http://www.educacionsuperior.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2013/08/Tercera-ola-de-transformaci%C3%B3n-de-la-educaci%C3%B3n-superior-en-Ecuador3.pdf>
2. ↑ Union des Nations Sud-américaines